

## *SOS Droits démocratiques - territoriaux et citoyens-*

Martine Boudet<sup>1</sup>

**La victoire de l'extrême-droite au Brésil est un séisme politique, qui conforte le réseau fascisant à l'échelle internationale. En France, le soixantenaire de la 5<sup>e</sup> République (fondée le 4 octobre 1958) est passé inaperçu, au regard de la crise que vit la mandature Macron depuis l'affaire Benalla, la démission-sanction de N Hulot, « le ministre le plus populaire du gouvernement »<sup>2</sup>, enfin la mobilisation des Gilets jaunes. Si le centralisme autoritaire, revu et corrigé sous l'égide néolibérale, n'a plus la cote du côté des citoyen-ne-s, il conserve cependant sa capacité de nuisance<sup>3</sup>. C'est le cas également de l'autre côté des Pyrénées, au détriment du peuple catalan.**

### *Progression inquiétante de la vague brune et crise concomitante des forces progressistes*

Le Brésil après les USA, l'Italie, la Hongrie, l'Autriche...et peut-être la France aux prochaines élections européennes, où l'ex FN est déjà majoritaire: la conquête de pouvoirs d'Etat dans des pays aussi stratégiquement importants consacre une nouvelle période, qui fait suite à la gestion austéritaire des économies depuis la crise financière de 2008. Elle consacre aussi un certain échec des forces progressistes à maintenir des acquis socio-politiques voire leur intégrité en Amérique latine, continent pilote des dernières décennies : la réaction thermidorienne est aux portes du pouvoir au Venezuela, au Nicaragua, en Equateur... Ainsi que dans l'Union européenne, où le modèle intégrateur scandinave est à l'eau et où prédomine un ethno-nationalisme exacerbé en Europe centrale. L'Espagne vit, quant à elle, la pire crise politique de son histoire récente, dans la répression infligée au peuple catalan et à ses élu-e-s, en réaction au référendum majoritaire en faveur de l'indépendance (1<sup>er</sup> octobre 2017). La libération des prisonnier-e-s politiques est une revendication minimale à promouvoir.

En France, la crise de croissance des organisations de gauche n'est plus un secret, qu'il s'agisse du PS laminé par un mandat présidentiel de compromissions, du PC dont la direction a dû composer pour son Congrès avec une orientation minoritaire, d'EE Les Verts, du NPA<sup>4</sup>... Jusque-là préservée sur la base de ses résultats à la présidentielle de 2017, la France insoumise subit un conflit inédit avec les forces de l'ordre et la justice. La descente de police dans ses locaux ne serait-elle pas un retour de bâton, en réponse à l'affaire Macron-Benalla, qui a mis en difficulté l'exécutif ?

Au niveau de la société civile, la situation n'est guère meilleure, le tissu associatif se destructurant suite à l'abrogation du dispositif des emplois aidés et par l'assèchement des aides publiques au financement, voire par le remplacement de ces structures par des sociétés privées qui font payer l'utilisateur.

---

<sup>1</sup> Martine Boudet *Urgence antiraciste –Pour une démocratie inclusive-* (Coord, Ed du Croquant, 2017) <http://www.editions-croquant.org/component/mijoshop/product/384-urgence-antiraciste>

<sup>2</sup> Autre ministre d'Etat à avoir démissionné dans la dernière période, Gérard Collomb.

<sup>3</sup> Gérard Tautil, *Le Roman national français au défi de l'extrême-droite* (Editions L'Harmattan, 2017)

<sup>4</sup> Fondation Copernic (coordination Daniel Gaxie et Willy Pelletier), *Que faire des partis politiques ?* (Le Croquant, 2018)

Un indice de la gravité de la situation au niveau des relations sociales, la campagne "#Pas de vague (le "me too" des enseignant.e.s, 35 000 tweets en quelques jours suite au braquage d'une professeure en octobre 2018) est révélatrice du degré de saturation du corps enseignant, spécialement dans le secondaire, face à la violence scolaire et à l'omerta d'une administration autoritaire, et souvent dans les faits complice passive<sup>5</sup>. Simultanément, s'est manifesté le mouvement des Gilets jaunes qui, depuis quatre mois, anime la scène socio-politique.

### *La dérive autoritaire du régime*

Depuis l'instauration de l'état d'urgence sous la présidence de François Hollande, au motif de la guerre contre le terrorisme, des milliers de citoyen.ne.s, de jeunes même mineur.e.s, de militant.e.s et d'élu.e.s notamment, ont connu le « talon de fer »<sup>6</sup> dans le cadre d'interventions policières et de suites judiciaires: agressions physiques, blessures et morts, arrestations, poursuites judiciaires, perquisitions, condamnations, assignations à résidence, contrôles.....Les violences policières, d'abord appliquées aux quartiers populaires et aux concitoyen.ne.s descendant d'immigrations et souvent originaires, comme les migrant.e.s, de pays encore soumis à la prédation néo-coloniale, se sont vues étendre à l'ensemble du mouvement social et écologique.

Les Gilets jaunes qui, à partir des périphéries abandonnées, remobilisent le pays de manière très majoritairement pacifique, paient un lourd tribut, et l'emploi d'armes meurtrières par les forces de l'ordre françaises fait l'objet de condamnations internationales, de la part du Défenseur des droits, de l'ONU<sup>7</sup>, du Parlement européen<sup>8</sup>, du Conseil de l'Europe<sup>9</sup>... Un phénomène sans précédent depuis la guerre d'Algérie. Qu'en sera-t-il de cette politique de « maintien de l'ordre » après le vote de la loi « Prévenir et sanctionner les violences lors des manifestations », qui aggraverait la loi de sécurité intérieure (d'octobre 2017), et à laquelle s'ajoute un projet législatif visant à restreindre les libertés de la presse ?

---

<sup>5</sup> <https://alerteconditionenseignante.wordpress.com/>

<sup>6</sup> Titre d'un roman de Jack London

<sup>7</sup>[https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/03/06/l-ONU-demande-a-la-france-une-enquete-sur-l-usage-excessif-de-la-force-pendant-les-manifestations-de-gilets-jaunes\\_5432222\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2019/03/06/l-ONU-demande-a-la-france-une-enquete-sur-l-usage-excessif-de-la-force-pendant-les-manifestations-de-gilets-jaunes_5432222_3224.html)

<https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24166&LangID=F>

SOS ONU (pétition):

<https://www.change.org/p/l-ONU-une-mission-d-observation-de-l-ONU-concernant-la-r%C3%A9pression-des-gilets-jaunes>

Alarmé par la répression féroce contre le mouvement des « gilets jaunes », le CETIM saisit le Conseil des droits de l'homme de l'ONU :

[https://www.cetim.ch/wp-content/uploads/Decl-ecrite\\_gilets-jaunes.pdf](https://www.cetim.ch/wp-content/uploads/Decl-ecrite_gilets-jaunes.pdf)

<sup>8</sup> <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+TA+P8-TA-2019-0127+0+DOC+PDF+V0//FR>

<sup>9</sup> Maintien de l'ordre et liberté de réunion dans le contexte du mouvement des « gilets jaunes » : recommandations de la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/maintaining-public-order-and-freedom-of-assembly-in-the-context-of-the-yellow-vest-movement-recommendations-by-the-council-of-europe-commissioner-for->

La dérive dont fait preuve le pouvoir en place depuis l'élection – par une minorité de Français – d'Emmanuel Macron est à la fois antisociale et antidémocratique. L'une s'alimente en effet de l'autre. Cette stratégie a pour effet de criminaliser les acteur.e.s des mobilisations sociales et écologiques et de nous cantonner dans des luttes défensives, tout en facilitant le passage en force du pouvoir pour imposer ses « réformes » destructrices, au mépris de l'intérêt général.

Ce régime néo-libéral-autoritaire s'appuie aussi sur un courant d'extrême droite et xénophobe qui, se nourrissant de la crise systémique d'après 2008, a conquis des centaines de places électives (municipales, régionales, européennes...) et qui alimente en sous-main un climat de violence, dont les médias dominants imputent la responsabilité aux seuls Gilets jaunes, et aux casseurs dans le cadre de cette mobilisation. Au bout de quatre mois d'affrontements urbains, les ronds-points sont « dégagés », mais même si, par des sondages aléatoires, on veut faire croire que l'opinion bascule en faveur de l'"ordre" dit républicain, dont le « grand débat » s'est voulu une expression lénifiante, le mouvement des Gilets jaunes ne faiblit pas et renforce ses liens avec d'autres composantes du mouvement social. Parti d'une revendication catégorielle en matière de justice fiscale, il s'est élargi à une liste de propositions citoyennes qui remettent en question le fonctionnement même de la 5e République.

Quel débouché politique sera celui de cette mobilisation historique, aux élections européennes de mai prochain notamment, dans un contexte international désormais largement hostile aux droits démocratiques? Un élément à faire fructifier, c'est l'offensive gagnante de médias, de juges et de la mission d'information du Sénat sur la question des "dysfonctionnements majeurs de services de l'Etat", qualifiés de "chaîne d'irresponsabilités », dans le cadre de l'affaire Benalla-Craxe-conseillers de l'Elysée-Macron...<sup>10</sup>. Voilà une forme de résistance significative à l'arbitraire oligarchique, à l'extérieur et à l'intérieur de l'institution.

### *Pour une résistance organisée et unitaire à l'autoritarisme*

Au regard de ce rapport des forces, le dispositif de défense des droits humains et de prévention de risques graves est-il suffisant? La politique actuelle de maintien de l'ordre est mise en cause (cela a conduit au limogeage du préfet de police de Paris), mais dans le même temps, les pouvoirs publics gagnent des points avec la propagande anti-casseurs. Comment seront les prochaines confrontations? L'issue de ce bras de fer est pour l'instant très incertaine.

Il devient urgent de mobiliser sur le terrain de l'Etat de droit, pour qu'une campagne associant mouvement social, Gilets jaunes, quartiers populaires et comités de soutien des victimes, articule étroitement la reconquête démocratique et celle de notre modèle social issu du Conseil National de la Résistance. Il est urgent de **lancer une alerte citoyenne** et de **constituer une coordination** qui organise des **meetings nationaux et régionaux anti-répression**, et qui ouvre **une caisse nationale de soutien aux victimes ou aux familles de victimes**, alimentée notamment par les organisations qui ont les moyens dont les syndicats, ainsi que par les citoyen.ne.s. Enfin des **Etats généraux** doivent débattre et lister des éléments programmatiques et stratégiques pour le refus du néo-libéralisme autoritaire et la promotion d'un véritable Etat de droit, démocratique et émancipateur,

---

<sup>10</sup>Mission d'information sénatoriale sur les conditions dans lesquelles des personnes n'appartenant pas aux forces de sécurité intérieure ont pu ou peuvent être associées à l'exercice de leurs missions de maintien de l'ordre et de protection de hautes personnalités et le régime des sanctions applicables en cas de manquements [http://www.senat.fr/commission/loi/mission\\_dinformation\\_sur\\_les\\_conditions\\_dexercice\\_de\\_missions\\_de\\_maintien\\_de\\_lordre.html](http://www.senat.fr/commission/loi/mission_dinformation_sur_les_conditions_dexercice_de_missions_de_maintien_de_lordre.html)

dont l'interdiction des armes mutilantes<sup>11</sup>. **Le POC a tout intérêt à rejoindre des démarches unitaires de cet ordre et à y déléguer des représentant-e-s.**

### ***La promotion de la démocratie territoriale***

**En complément, et pour marquer la spécificité du mouvement autonomiste dont participe le POC dans le cadre de R&PS et de l'ALE, il importe de valoriser la démocratie territoriale.** A partir du bilan des dénis gouvernementaux dans ce domaine:

- recomposition régionale forcée sous le mandat de Hollande (2016)
- imposition autoritaire du nom de "Sud" pour l'ancienne région PACA
- suppression d'impôts territoriaux qui affaiblissent les collectivités locales
- mise au placard du rapport Borloo sur les quartiers populaires
- gestion autoritaire et violente de la question catalane en Espagne...etc

La réalité des municipalités qui votent parfois à plus de 40% RN s'impose également à nous. Dans ces conditions, que faire pour conquérir une part de l'opinion aux prochaines élections?

Dans le sens de cette "perspective humaine et positive qui soit plébiscitée par le plus grand nombre", le concept de "démocratie territoriale" reste à préciser et concrétiser. Cette démarche semble déterminante, pour ne pas nous couper des mouvements sociaux, surtout dans les villes et auprès de jeunes qui sont parmi les plus impacté-e-s par la crise et qui subissent une dépolitisation sévère.

La question de la médiatisation est à réévaluer également, dans le sens où, en l'absence d'outils de communication suffisants et/ou en l'absence d'usage suffisant de ces outils aux différents niveaux organisationnels, il ne faut pas espérer un changement significatif du rapport des forces. Une dynamique de groupe volontariste pour sortir de la marginalité reste à impulser. L'exemple catalan voisin, dans ce domaine comme au plan politique, est à étudier.

Un slogan pour cette "démocratie territoriale": "pour une 6e République qui intègre la part des territoires/qui fasse dialoguer régions et territoires/interrégionale....etc"?

### **Conclusion**

---

<sup>11</sup> **Les axes d'une campagne de cet ordre** gagneraient à rendre compte du caractère multilatéral des répressions en cours. **Concernant les pouvoirs régaliens :**

- l'abrogation de la loi de sécurité intérieure (octobre 2017) qui banalise l'état d'urgence au motif ou au prétexte de la guerre contre le terrorisme
- la dissolution des milices parallèles clandestines et concurrentes à la Police et à la Gendarmerie nationales (affaire Macron-Benalla), sanctions des responsables à prendre en fonction des conclusions des commissions d'enquête judiciaire et sénatoriale
- l'arrêt des violences policières et des discriminations judiciaires, dans les quartiers populaires, les manifestations, les lieux publics, les ZAD..
- en cas de mort d'homme dans le cadre d'interventions policières, poursuites judiciaires et sanctions.

#### **Concernant les pouvoirs représentatifs :**

- l'arrêt des ordonnances qui imposent les diktats de l'exécutif contre la représentation parlementaire, pour la réalisation de projets antisociaux
- le retrait du projet présidentiel de révision de la Constitution pour renforcer les pouvoirs de l'exécutif.

#### **Concernant les services publics:**

- le retrait du projet de remise en cause du paritarisme dans les Fonctions publiques d'Etat et des Collectivités territoriales
- l'arrêt de l'autoritarisme administratif dans les services publics, de l'Education nationale et de la Poste entre autres: sanctions abusives de personnels...
- l'arrêt des censures sur les sujets controversés (racisme d'Etat, intersectionnalité...) dans les départements de sciences sociales (université).

Il est de la responsabilité des mouvements social et territorial de participer au ménage dans l'appareil d'État français. C'est le vivre ensemble, soit la base de la vie sociale, qui est menacée désormais. A défaut de quoi, l'extrême-droite, qui est en embuscade, ne manquera pas, quant à elle, de saisir cette opportunité pour inverser le cours des choses.

Confronté-e-s que nous sommes à la montée de ce populisme, imposé comme « recours » à la pression oligarchique, celle d'un Etat, d'un régime politique devenant de plus en plus prédateur et parasite et contribuant à la dépolitisation de jeunes et à l'abstentionnisme, avec différentes équipes du mouvement social, des territoires et des quartiers populaires, c'est *la construction d'un paradigme démocratique* à laquelle il reste à s'atteler, de manière à s'inscrire efficacement dans la bataille des idées.

### **Annexe-Dossier de presse :**

#### **ADEO**

<http://www.adeo-oc.eu/sos-droits-democratiques-en-peril/>

#### **SOS Démocratie en péril 15 mars 2019 (pétition)**

<https://www.change.org/p/sos-d%C3%A9mocratie-en-p%C3%A9ril>

#### **Publication tribune à Libération:**

[https://www.liberation.fr/debats/2019/03/15/sos-democratie-en-peril\\_1715431](https://www.liberation.fr/debats/2019/03/15/sos-democratie-en-peril_1715431)

#### **Invités de Mediapart:**

<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/150319/sos-democratie-en-peril>

#### **L'Humanité**

<https://www.humanite.fr/sos-democratie-en-peril-669467>

#### **Entre les lignes entre les mots**

<https://entreleslignesentrelesmots.blog/2019/03/14/sos-democratie-en-peril/>

#### **Attac France (commission Démocratie)**

<https://blogs.attac.org/commission-democratie/situations-non-democratiques/article/sos-democratie-en-peril>